

Philippe DARREAU

INSTITUTIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE SELON NORTH

Publié en 1973 le livre de NORTH et THOMAS se veut révolutionnaire (cf. préface) car en introduisant une théorie du changement institutionnel pour expliquer les processus de développement économique, il «*élabore une structure analytique afin de rendre compte de l'essor du monde occidental qui s'accorde avec la théorie économique néoclassique*». Son intérêt fut de donner une alternative au cadre d'interprétation marxiste qui façonne la plupart des conceptions modernes de l'histoire économique. Il est donc révolutionnaire du point de vue des historiens, et témoigne de l'hégémonisme de la théorie économique. Peu connu jusqu'à présent et considéré comme un pamphlet libertarien, il acquiert aujourd'hui toute l'importance attribuable à l'oeuvre des deux prix Nobel d'économie 1993. Mais la théorie de NORTH est elle vraiment compatible avec la théorie économique néoclassique ?

L'intérêt des économistes pour les institutions et leurs modifications, n'est pas une simple curiosité, ni une manifestation de l'impérialisme de l'économie. C'est un problème fondamental de l'explication complète de la dynamique des prix et de l'allocation des ressources à long terme. Pour la théorie économique (MARSHALL), à long terme ce sont les modifications exogènes des institutions, au sens large des conditions sociales et des connaissances, qui expliquent les modifications des prix et de l'affectation des ressources. Une question à résoudre pour la théorie économique serait donc d'expliquer l'évolution des institutions. Mais expliquer une variable pour la théorie néoclassique c'est l'endogénéiser, au sens que la détermination de la variable résulte des choix optimisateurs individuels dans le cadre du marché qui synthétise toute l'information nécessaire et dans le cadre des contraintes exogènes. De façon générale toute explication scientifique nécessite la reconnaissance de quelque chose d'exogène. La question est donc toujours ; quelle variable prendre comme exogène ?

Dans la théorie néoclassique, les variables exogènes sont celles qui ne peuvent résulter des choix individuels optimisateurs, pour trois types de raisons :

1) Soit que, par nature leur changement n'est pas du tout sous le contrôle des individus, c'est le cas des données naturelles (le temps qu'il fait, les contraintes physiques...). A moins de considérer que les institutions ne sont en aucune façon des créations humaines, on ne peut pas les considérer comme exogènes à ce titre.

2) Soit parce qu'elles sont difficiles à changer dans un temps donné. Par exemple, dans la théorie microéconomique de court terme de MARSHALL, le capital est une donnée exogène. A long terme, dans la théorie de la croissance de SOLOW, il devient endogène et c'est le progrès technique qui est exogène. Depuis les années 1980, les nouvelles théories de la croissance endogénéisent le progrès technique : il résulte des choix individuels sous les contraintes technologiques et institutionnelles. A très long terme, il n'y a pas de raisons pour qu'une théorie de la croissance, ne doive comme le souhaite NORTH, endogénéiser les institutions. Après tout, il peut sembler qu'à très long terme, il n'y aurait que deux données exogènes fondamentales pour la théorie économique : la psychologie des individus donnée par leur fonction d'utilité et la technologie donnée par la fonction de production (la nature humaine et la nature physique).

3) Soit enfin pour des raisons d'incompatibilité logique avec le noyau dur de la théorie. C'est cette question méthodologique que nous allons examiner. Notre argument sera le suivant : endogénéiser les institutions, au sens que la détermination de la variable institutionnelle résulte des choix optimisateurs individuels dans le cadre du marché qui synthétise toute l'information nécessaire, conduit NORTH à considérer les institutions comme les résultats *désirés* et *volontaires* des choix des agents. A long terme, en information parfaite, les institutions choisies sont alors efficaces à l'état stationnaire et donc elles n'ont pas de raisons de changer : elles ne peuvent pas, comme le prétend NORTH, expliquer la croissance. Pour qu'elles puissent expliquer la croissance, puisque ce n'est pas une variable qui peut s'accumuler (comme le capital), il faut qu'elles puissent s'améliorer (comme le travail). Pour pouvoir s'améliorer il faut que les institutions choisies à une date donnée soient inefficaces (améliorables). NORTH voit bien le problème et sa théorie articule l'évolution de la technologie et des dotations factorielles avec l'évolution institutionnelle, en considérant un retard d'adaptation des institutions. Mais si les institutions sont héritées du passé, elles ne sont plus choisies comme il le prétend. NORTH est alors obligé d'introduire l'hypothèse de rationalité limitée et le rôle exogène de l'idéologie. Il sort du cadre de la théorie néoclassique. Les raisons de cet échec sont liées à son utilisation trop restrictive de l'hypothèse de rationalité et de l'individualisme méthodologique.

La première partie présente la théorie du changement institutionnel de NORTH, la deuxième partie illustre cette théorie par son application historique, la troisième partie critique la tentative théorique de NORTH, la conclusion explique les raisons de la difficulté théorique d'endogénéiser les institutions.

I) LA THEORIE DE NORTH

Son argument est que l'organisation de l'économie est source de la croissance. Celle-ci repose sur la création de dispositions institutionnelles et de droits de propriété stimulant l'effort économique individuel. Les institutions créées déterminent alors les opportunités ouvertes aux individus dans une société à un moment donné, elles déterminent en grande partie les coûts de production et de transaction. Dans un cadre institutionnel se développent les exploitations des opportunités et ces nouveaux comportements ont des effets de feed-back sur les institutions existantes et incitent à la création de nouvelles institutions. Cette interaction crée des «path-dependence» : des processus de développement déterminés par les structures institutionnelles plus ou moins incitatives. Certains pays auront des institutions adaptées à la croissance et d'autres non.

Selon la théorie néoclassique, les échanges se font sur des marchés parfaitement organisés, où il n'y a ni coûts d'information ni coûts de transactions ni coûts d'organisation. Les institutions sont données, et servent surtout à garantir la propriété des biens privés. Les causes de la croissance se trouvent dans la recherche des opportunités d'enrichissement fondées sur l'accumulation du capital, l'investissement dans le progrès technique, l'investissement en capital humain. Mais si ce sont là les seules conditions, dans la mesure où, en théorie, elles sont universelles, pourquoi certaines sociétés ont connu la croissance et d'autres non ?

La réponse de NORTH est que ces facteurs ne sont pas les sources ultimes de la croissance. Des agents rationnels voudront toujours et partout, investir et acquérir des connaissances et aptitudes pour augmenter leur richesse, en repoussant la contrainte technologique pour étendre leurs échanges. Mais, les échanges sont contraints non seulement par la contrainte technologique mais aussi par les contraintes informelles (sanctions, tabous, coutumes, traditions, codes de conduites) et par les règles formelles (constitutions, lois, droits de propriété), c'est à dire par les institutions.

Si le cadre institutionnel permet que ces investissements en capital physique et humain se traduisent par une augmentation du profit des individus, alors ces investissements se feront. Ils ne se feront pas dans le cas inverse, quand les droits de propriété ne permettent pas l'appropriation des bénéfices, quand la structure incitative institutionnelle est inefficace. La clef du puzzle se trouve dans l'interrelation entre le cadre institutionnel de base, les structures économiques qui en résultent et les modifications institutionnelles qu'il détermine à son tour. Ce processus cumulatif, détermine le cheminement temporel (path dependence) des changements économiques. Les sentiers de croissance sont déterminés par les caractéristiques d'un cadre institutionnel qui génère soit des blocages, soit des rendements croissants.

Plusieurs raisons ont historiquement bloqué ou retardé la croissance, en empêchant les institutions et les droits de propriété de se développer :

- L'excluabilité est difficile à réaliser pour certains biens. Les offreurs de biens non excluables ne peuvent empêcher les autres individus d'utiliser ces biens. Des biens comme les innovations techniques sont tels qu'une fois créés ils sont utilisables par tous à moins qu'un système légal ne garantisse l'appropriation des bénéfices. Sans création de droit de propriété, ces biens générateurs de croissance ne seront pas créés.

- Les coûts de création des droits peuvent dépasser les bénéfices privés. Même si les bénéfices sociaux sont supérieurs aux coûts, les individus ne sont pas incités à demander ces droits, tant que les conditions économiques ne les rendent pas suffisamment rentables.

- Le problème du cavalier seul : comment faire participer aux coûts, tous ceux qui vont bénéficier de la protection du commerce (supprimer la piraterie).

- La rationalité limitée des individus : l'idéologie a retardé l'avènement des mécanismes du marché.

D'autres raisons et transformations institutionnelles ont permis d'améliorer la productivité en incitant les unités économiques :

- à réaliser des économies d'échelle (corporations, marchés)

- à accumuler des connaissances (brevets)

- à épargner (autorisation du prêt à intérêt, sécurité de la propriété du capital)

- à améliorer le rendement des facteurs (clôtures, lettres de change, abolition du servage)

- à réduire les imperfections du marché (compagnies d'assurance)

- à réduire les coûts d'information (création par le marché de systèmes de prix, créations de systèmes monétaires et de mesures harmonisés)

- à réduire les coûts de transaction selon la théorie de COASE (entreprises, organisations, sociétés par action)

La mise en place de ces institutions est coûteuse. Elles peuvent être faites par des particuliers, mais dans la mesure où les résultats de ces droits sont des biens publics, les gouvernements sont amenés à prendre en charge l'application de ces droits, et leur création. La demande de droits émane des individus, l'offre émane de l'État. Sur le marché des droits le prix est l'impôt. Les droits sont créés quand la charge d'imposition égalise le bénéfice anticipé par les demandeurs de droits.

Enfin selon la thèse d'ALCHIAN, à long terme, les mécanismes de marché, font que survivent les institutions les plus efficaces, les inefficaces devant périr. Mais dans des circonstances où les décisions ne sont pas prises par des agents rationnels, des formes inefficaces peuvent persister sur de longues périodes. L'idéologie est alors le facteur exogène important pour comprendre l'histoire économique et expliquer pourquoi certaines sociétés n'ont pas connu la croissance du monde occidental.

II) L'ESSOR DU MONDE OCCIDENTAL SELON NORTH

Dans L'Essor du Monde Occidental, l'évolution démographique, c'est à dire la dotation factorielle joue un rôle fondamental (et exogène) pour expliquer la transformation des contextes économiques qui vont inciter les individus à demander tel ou tel type de droit. Deux étapes importantes marquent l'évolution du monde occidental. 1) L'apparition de la propriété du Xème au XVème siècle. 2) les évolutions divergentes des pays à institutions adaptées ou non à la croissance aux XVIème et XVIIème siècle.

A) 900-1500 : L'apparition de la propriété

1 - Au Xème : On est dans une situation où il y a beaucoup de terres, peu de facteur travail et une forte insécurité. L'économie fonctionne sans droits de propriété, mais avec des obligations réciproques qui définissent le contrat seigneurial.

Il n'existe qu'un marché important où s'échange du travail contre un bien public : la protection. Pour financer ce bien public le seigneur dispose des moyens coercitifs nécessaires, mais limités par la possibilité d'émigration du travail, facteur recherché. Puisque le travail est rare, sa productivité est élevée et les serfs ont une part importante de la production ce qui leur laisse du temps libre pour les corvées. Le rôle des seigneurs est d'assurer la protection en échange des corvées. Le taux d'échange est fixé en journées de travail car le marché des biens n'existe pas, et un taux d'échange en biens (métayage) est trop coûteux à organiser et présente des frais de transaction trop élevés.¹ Puisqu'il y a beaucoup de terres disponibles, elle a peu de valeur et il n'est pas utile de mettre en place des droits de propriété foncière exclusifs. Le système de mise en culture est communautaire, les décisions de production sont collectives. Les villageois cultivent collectivement des champs ouverts grâce à un capital (charrue et attelage) collectif.

¹ Ce taux d'échange (protection/corvées) ne varie pas. Les économies d'échelle des services publics expliquent les tentations d'agrandir les fiefs.

NORTH montre donc que cette organisation institutionnelle est la réponse efficiente, appropriée à la technologie et aux dotations factorielles médiévales.

2 - XI-XIIIème : La croissance démographique et l'épuisement des terres disponibles désorganise ce système, et amène la création de droits de propriété.

L'abondance de travail fait baisser son prix, la rareté des terres fait monter le prix des produits alimentaires, le seigneur est en position de force pour renégocier le contrat seigneurial. Le taux d'échange ne se fixe plus en journées travail, mais en produits alimentaires, les corvées sont remplacées par un impôt (en nature). Se crée ainsi la propriété du travail que le serf vend au seigneur. La concurrence sur les terres fait que le seigneur peut les louer contre une rente. C'est l'ébauche du droit de propriété sur la terre. La location des terres devient un moyen pour les paysans entreprenants d'obtenir un droit d'exclusivité plus grand sur les fruits de son travail et pour le seigneur sur le revenu de sa propriété². La rareté d'un facteur, en augmentant ses revenus, accroît l'incitation à demander la protection de leur exclusivité. C'est le mécanisme économique mis en avant par NORTH pour expliquer la création des droits de propriété.

La rareté des terres conduit à l'exploitation des terres du nord-ouest de l'Europe³ où un sol et un climat différent, conduisent à de nouvelles productions. L'agriculture se diversifiant se spécialise. Cette spécialisation régionale développe le commerce, l'artisanat et l'urbanisation. L'organisation du commerce sur une plus grande échelle, rend rentable la création de nouvelles institutions visant à réduire les imperfections du marché. La monétisation de l'échange accroît les besoins en numéraire. Cela explique les améliorations des dispositifs juridiques, bancaires et commerciaux. Les accords entre agents privés et avec les pouvoirs publics (chartes, guildes, corporations marchandes) permettent d'accroître la productivité en internalisant les externalités : des gains inaccessibles individuellement sont capturés par des accords de coopération. Le morcellement en fiefs autonomes, la diversité des systèmes de poids, mesures, monnaies, font que les coûts de transaction dans le commerce deviennent trop élevés. Des innovations visant à réduire ces coûts apparaissent : les foires, les banques, la lettre de change, le

² Le seigneur peut grâce à son revenu, payer un impôt au suzerain pour se décharger des services de sécurité qui de par les innovations dans la technologie militaire sont devenus plus efficaces à un niveau centralisé.

³ Le déplacement au Moyen Age du centre de développement économique du bassin méditerranéen vers les plaines du nord de l'Europe est expliqué par NORTH par l'émigration vers les terres vierges.

crédit, l'assurance, la commandite,...diminuent les risques et les coûts du commerce. La baisse des coûts élargit à son tour l'étendue du marché et des économies d'échelle se réalisent.

3 - XIV-XVème : L'exploitation accrue des terres amène la baisse de la productivité agricole et une phase malthusienne marquée par les famines de 1315-1317 et par une baisse importante de la population qui dura un siècle⁴. On est dans une situation où la population baisse⁵, donc la demande et la production, ce qui entraîne l'abandon des mauvaises terres. Les terres deviennent abondantes et le facteur travail rare. La rente baisse, le prix des denrées baisse, le prix du travail augmente.

La négociation seigneur/paysans est maintenant à l'avantage du paysan : Le rapport féodal tombe en désuétude, la durée des baux est allongée, certains baux deviennent «à vie» et même transmissibles, les tenanciers obtiennent le droit d'héritage. Le droit foncier traditionnel disparaît définitivement, ainsi que les fondements de la société féodale.

Dans le commerce et l'industrie, les marchés se resserrant, les institutions créées ne consistent plus à réduire les imperfections de marché mais à accroître le protectionnisme pour maintenir les marchés existants (hanse, guildes). Les bénéficiaires sont prêts à payer un État capable de les protéger.

La fourniture des biens publics (sécurité, ordre, justice) par les baronnies 1) n'est plus rentable : la baisse de la rente diminue les recettes alors que les dépenses augmentent par l'accroissement des conflits. 2) n'est plus efficient pour des raisons technologiques liées aux innovations dans le domaine de l'armement et de la tactique guerrière. Pour NORTH la concentration du pouvoir dans les royaumes résulte de la survivance du plus apte à financer les conflits du 14-15ème siècle. Ce passage d'un «marché concurrentiel» des baronnies à un marché européen «oligopolistique» des royaumes s'explique par les rendements croissants permis par la centralisation.

⁴ car la peste qui débute en 1347 devient endémique de par la sous-alimentation.

⁵ Population d'Europe occidentale en millions :

| Années | 1200 | 1250 | 1300 | 1350 | 1400 | 1450 | 1500 | 1550 |
|--------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| popul. | 61 | 69 | 73 | 51 | 45 | 60 | 69 | 78 |

B) 1500-1700 : La création des Path Dependences

1 - Le XVIème : Une nouvelle vague de croissance démographique, conduit de nouveau à une baisse des salaires, une exploitation accrue des terres et une diminution de sa productivité, une hausse des prix agricoles. Les nouvelles rentes augmentent considérablement, mais cette fois, les paysans bénéficiant de «baux à vie» tirent profit de la hausse des prix et s'enrichissent. Se crée une classe de riches propriétaires exploitants. La baisse des salaires rend le servage moins rentable, et cette institution disparaît. La terre est désormais travaillée par des ouvriers agricoles percevant des salaires en argent et par des fermiers libres de leur décisions. Le système moderne de propriété est définitivement établi.

L'extension des marchés autorise des progrès techniques en matière navale qui conduisent à une forte croissance de la productivité commerciale en raison des économies d'échelle. La création d'une structure des droits de propriété (Hollande, Angleterre) va régir la production artisanale. Au XVIème, il s'agit encore de droits protecteurs (hérités de la crise et de l'idéologie précédente⁶) qui permettent à l'industrie naissante de se développer.

Cette phase de croissance démographique va conduire comme toujours à une phase malthusienne au siècle suivant. Mais celle-ci n'aura pas les conséquences catastrophiques connues au XIVème, car cette fois les économies européennes sont institutionnellement transformées bien que de façon non uniforme. «Les institutions et les droits de propriété créés par les États nations naissants avaient pris, depuis plus de cent ans, des orientations diverses.»(1973 p.162)

2 - Contexte de création des «path dependence»

Grâce au développement de l'économie de marché les États perçoivent désormais les impôts en argent. Comme les dépenses des guerres sont considérables, les États ont besoin d'une augmentation incessante des recettes fiscales. Hormis la confiscation ou l'emprunt, solutions non efficaces à long terme, «l'État avait la possibilité de favoriser le secteur privé en redéfinissant ou en modifiant contre de l'argent, les droits de propriété» (p.139). Selon que les droits vendus par les États contre les impôts, ont affecté plutôt la rentabilité privée ou sociale, selon que l'État a octroyé

⁶ Il y a là une entorse à la logique du modèle puisque dans cette phase de croissance devraient se développer des institutions qui réduisent les imperfections du marché. NORTH justifie que les mêmes causes n'aient pas les mêmes effets de façon tout à fait ad hoc en invoquant le rôle de l'idéologie. Nous reviendrons sur ce point dans notre critique de la théorie de NORTH.

des droits de propriété productifs ou improductifs, les cheminements temporels des économies ont été par la suite différents. «Si les réalisations économiques européennes changèrent de nature entre 1500 et 1700, ce fut en majeure partie à cause du type de droits de propriété créés par les États-nations pour remédier à leur crise fiscale endémique.» (p.140)

NORTH considère qu'il existe un marché du droit, régi par des mécanismes économiques, où l'État est l'offreur, les citoyens demandeurs. Le partage des bénéfices à attendre des droits octroyés se fait selon les rapports de force entre offreurs et demandeurs. A l'intérieur de l'Europe des solutions différentes sont choisies par les monarchies absolutistes comme la France et l'Espagne et les monarchies parlementaires comme l'Angleterre, qui ne font pas face aux mêmes contraintes.

La France est peuplée, terrienne, autarcique, en dehors du commerce maritime, troublée par des désordres internes avec des institutions commerciales en retard, et avec un pouvoir monarchique fort, résultant de l'échange du droit de contrôle des États généraux sur la politique fiscale contre la promesse de Charles VII de faire régner l'ordre. «La mainmise absolue de la couronne sur les affaires fiscales date de 1439» (p.170). Le roi de France est «dans une position privilégiée pour exiger une plus grosse part des gains» résultant de la vente des droits de propriété (p141). En conséquence : 1) Les droits vendus ont été des expédients improductifs : droits de monopoles, octroi de privilèges, vente des charges publiques. D'un rapport immédiat élevé ces opérations étaient peu coûteuses en frais de transaction et d'informations mais fondent l'organisation de la vie industrielle française régie par des fonctionnaires et des réglementations empêchant toute initiative. 2) La politique fiscale est une combinaison d'impôts directs et indirects (taille, gabelle, aides) payés par le Tiers État. Ces impôts coûteux à gérer impliquent la constitution d'une classe privilégiée de fonctionnaires et la noblesse est dessaisie par la bureaucratie de toute fonction locale utile. Cette charge porte sur les paysans et défavorise l'investissement agricole. 3) Le système douanier intérieur contrarie le développement d'un marché extensif et prive le commerce français des gains liés aux économies d'échelle d'un grand marché. 4) La couronne n'accorde pas de droits de propriété intellectuelle pour les innovations qui menaceraient les monopoles déjà établis.

L'Angleterre moins peuplée et commerçante, dispose d'une matière imposable facile à saisir (les producteurs de laine et les commerçants), et donc d'un prélèvement de l'impôt peu coûteux, qui demande une administration et une quantité de fonctionnaires réduite. Sur le marché des droits contre impôt, d'un côté, l'État a intérêt à imposer cette petite masse de gros contribuables mais d'un autre côté, le marchandage de l'impôt est plus difficile avec ce groupe restreint qui a un pouvoir important. La couronne est soumise depuis 1688 au contrôle du parlement dominé par les intérêts

marchands et terriens. La distribution des droits de propriété est subordonnée au contrôle du parlement, et le lobby bourgeois accepte de payer le «prix» des impôts à condition que les droits donnés en échange favorisent ses propres intérêts économiques.

3 - Le XVII^{ème}. La phase malthusienne ne va pas avoir cette fois d'effets catastrophiques.

De façon générale, l'émigration vers le Nouveau Monde va soulager la pression sur la demande agricole, et la productivité agricole va s'accroître grâce au progrès technique, dont la diffusion massive va être cette fois autorisée par la transformation des droits de propriété. Il existe désormais une classe de propriétaires exploitants qui a un pouvoir de décision autonome pour exploiter la terre et qui peut s'approprier les bénéfices que les innovations permettent.

En Hollande, par exemple, l'économie n'est plus soumise par la contrainte agricole, elle va se développer grâce au commerce. Dès la fin du XIV^{ème}, les recettes fiscales des ducs de Bourgogne proviennent des redevances sur le commerce, le Trésor public dépend de la prospérité commerciale. Lorsque la croissance démographique élargit les marchés et offre des potentialités d'économies d'échelle, il est de l'intérêt de l'État de faire profiter le commerce et l'industrie de ces opportunités. L'État mène donc une politique contre les monopoles (de Bruges et Gand) et trouve le soutien des nouvelles générations bourgeoises. Cette politique favorisa la mobilité des facteurs de production. Les Habsbourg poursuivent cette politique en créant les institutions financières et commerciales (reprise des techniques des banquiers et marchands italiens du XIII^{ème}) les plus efficaces d'Europe. Ces vieilles techniques diminuent cette fois, parce que appliquées à grande échelle, les coûts de transaction (l'échange n'obéit plus à des règles administratives de qualité, de conditions de paiement..., mais aux lois du marché). L'augmentation induite du commerce rend rentable l'innovation d'un nouveau type de voilier marchand qui réduit les coûts de transports. Les débouchés ainsi procurés conduisent à la spécialisation de l'agriculture et à l'innovation technologique favorisée par les droits de propriété privée sur la terre. Le marché financier fournit les capitaux importants nécessaires à la conquête des terres sur la mer. Ces progrès cumulatifs de l'économie hollandaise ne sont pas attribuables à de nouvelles innovations, mais à la reprise de vieilles techniques qui n'étaient pas rentables dans un cadre institutionnel, et un contexte économique moins efficace.

En Angleterre au XVI^{ème}, la contrainte alimentaire se relâche grâce à la révolution agricole. A la suite de la hausse du prix de la laine, les propriétaires de moutons n'arrivent pas à capter les gains dans le cadre institutionnel des prés communaux. Cela incite à redéfinir les droits de

propriété pour que les individus aient un droit exclusif d'exploitation. Le mouvement des enclosures favorise les plus gros propriétaires. Lorsque la demande du Nouveau Monde réoriente l'agriculture anglaise vers de nouveaux produits plus rentables, les riches propriétaires des terres closes vont pouvoir investir et innover dans ces nouvelles productions. C'est l'origine de la «révolution agricole». Pour le commerce et l'industrie, la croissance démographique élargit les marchés et crée des opportunités d'économies d'échelles qui rendent inefficients les monopoles corporatifs demandés dans la période de crise du XIV^{ème}. Les marchands demandent une modification des droits de propriété. La royauté résiste mais sort vaincue en 1688 du conflit politique. L'Angleterre suit l'exemple de la Hollande. En matière d'innovation les privilèges royaux ont d'abord contribué au développement de techniques importées, ces privilèges avaient pour objectif de protéger les industries naissantes. Au XVII^{ème} avec l'élargissement des marchés et le développement industriel, les associations conduisent à briser les monopoles. La nouvelle loi sur les monopoles (1624) institutionnalise l'appropriation des bénéfices tirés de l'innovation, elle ne dépend plus de la faveur royale, mais devient garantie par un corps de droits de propriété inscrits dans le droit commun. L'Angleterre invente la notion de «brevet», ce qui pour la première fois va rendre rentable l'activité individuelle d'innovation. Voilà pourquoi conclut NORTH, «en 1700, le cadre institutionnel anglais favorisait de par sa nature la croissance économique.» (p.216)

En France la politique fiscale et économique mercantiliste consiste à distribuer des privilèges qui vont cloisonner le marché français. Dans ce cadre, les intérêts privés ont comme seule opportunité l'achat des faveurs royales pour obtenir de nouveaux privilèges. L'exemption de charges fiscales pour les nobles va inciter à un investissement foncier avantageux indépendamment de la productivité de l'agriculture, qui ne sera donc pas améliorée. Seules certaines industries de luxe sans effets d'entraînement sont favorisées par COLBERT et la politique royale. L'absence de tout système de droits incitatif à l'entreprise privée explique pour NORTH le retard pris bien avant le XIX^{ème} siècle par l'économie française.

Pour NORTH, la révolution industrielle du XIX^{ème} siècle n'est ni un accident de l'histoire ni l'origine de la croissance. La croissance trouve sa source ultime dans l'abaissement des coûts de fonctionnement des économies. Ceux-ci ne concernent pas que les coûts de production, mais aussi les coûts de transaction, d'organisation, d'information. La réduction des coûts de production, ne résulte pas d'un progrès technique exogène, mais des innovations permises par la possibilité légale pour l'innovateur de s'approprier les bénéfices, et donc de la création de droits d'exclusivité. La réduction des coûts de transaction et d'organisation incitent à la recherche de

mécanismes de coordination plus efficaces⁷, c'est à dire à la création de nouvelles institutions. Enfin la réduction des coûts d'information est la tâche première des institutions qui créent la connaissance sociale par la science, l'éducation, les normes, les coutumes, les moeurs. L'histoire de la croissance n'est donc pas celle de l'accumulation du capital ou du progrès technique mais celle du Droit. L'évolution du Droit résulte du marché, elle est générée par la rentabilité des améliorations de fonctionnement des économies que le Droit autorise. Ce sont les individus qui par calcul économique prennent conscience de ces améliorations potentielles et demandent la création de nouvelles institutions. En définitive pour NORTH, c'est la conscience des hommes qui détermine leur existence. La tentative de NORTH est bien de renverser la relation marxiste infrastructure/superstructure par le mécanisme du marché, mais peut-il y parvenir comme il le prétend dans le cadre néoclassique ?

III) LA THEORIE DE NORTH PEUT-ELLE ENDOGENEISER LES INSTITUTIONS ?

Pour la théorie néoclassique les institutions sont des contraintes exogènes à l'intérieur desquelles les agents optimisent. Leur existence est reconnue et le rôle de leur changement également. Les néoclassiques admettent que leur évolution explique la modification à long terme des choix, des prix, et l'affectation des ressources. Le problème ne se trouve ni dans la reconnaissance de leur existence ni dans celle de leur influence à long terme, mais précisément dans la façon d'expliquer les changements des institutions. Pour NORTH, il découle de la reconnaissance du rôle de leur évolution à long terme, la nécessité que la théorie néoclassique de la croissance explique ce changement. La seule façon d'expliquer l'évolution d'une variable est de l'endogénéiser, en l'occurrence, pour NORTH, de montrer que le choix des institutions résulte des choix optimisateurs des individus. Mais s'il y a un choix rationnel des institutions alors à l'équilibre de long terme (l'État Stationnaire), les institutions choisies sont nécessairement efficaces et il n'y a pas de raisons d'en changer, on ne peut expliquer leurs évolutions. La solution est évidemment que les institutions comme toute autre variable soient choisies sous des contraintes. Sans contraintes exogènes, tant qu'il existe des incitations au changement l'équilibre de long terme n'est pas atteint. Le problème est alors de savoir sous quelles contraintes exogènes les institutions sont choisies à long terme. NORTH propose l'idéologie comme contrainte exogène. On va voir que cela le conduit à sortir du cadre néoclassique en supposant que les choix individuels ne sont pas, en définitive, rationnels.

⁷ NORTH s'inspire largement des théories de COASE et WILLIAMSON

A) L'idéologie

Si l'idéologie est la contrainte exogène sous laquelle sont choisies les institutions et que celle-ci est une donnée constante, alors d'une part l'explication ultime de la croissance se retrouve de nouveau en dehors du modèle néoclassique, et d'autre part, sans changement de cette variable exogène, l'équilibre de long terme est stationnaire comme chez SOLOW. Pour un état donné de l'idéologie, la valeur optimale de la variable «institution» est établie avec succès à son niveau efficient. On ne peut plus expliquer la croissance par le changement des institutions.

En 1971 NORTH a suggéré que l'on pouvait endogénéiser l'idéologie. «L'idéologie est un moyen de faire des économies sur les coûts d'information et par conséquent, en général, une réponse rationnelle». On peut facilement admettre que l'idéologie permet de ne pas avoir à évaluer chaque situation en tant que telle et sur ces propres mérites, et facilite grandement les procédures de choix. Mais, en fait, NORTH rationalise l'utilisation de l'idéologie existante, mais n'explique pas ainsi le choix d'une nouvelle idéologie. Affirmer que ne pas abandonner l'idéologie héritée démontre que l'on a adopté rationnellement cette idéologie afin de faire des économies sur les coûts d'information est une erreur. Le fait que l'on préfère demeurer dans un certain état ne démontre pas que l'on aurait intentionnellement cherché à parvenir à cet état à partir de tous les autres états possible. On en a l'illustration ci dessus dans le caractère ad hoc de son explication des institutions protectionnistes au XVIème dans une période de croissance. De toutes façons si NORTH était parvenu à endogénéiser l'idéologie, il n'aurait fait que repousser le problème d'une étape. Une autre contrainte exogène aurait été nécessaire et ainsi de suite en une régression infinie. La seule solution est donc d'admettre que l'idéologie est une donnée exogène, mais comment expliquer son évolution ?

Ce concept d'idéologie appartient à la sociologie de la connaissance. L'idéologie détermine la vision du monde que possèdent les agents. A la différence des théories scientifiques, les idéologies sont des théories irréfutables. Les agents ne disposent pas de tests décisifs qui leurs permettent de choisir rationnellement entre différentes idéologies. De ce fait elle est nécessairement exogène dans le sens où son évolution est, pour NORTH, inexplicable par l'hypothèse de rationalité.

B) La rationalité limitée

En 1993 NORTH souligne la nécessité d'abandonner l'hypothèse néoclassique de rationalité instrumentale (RI) parce qu'elle suppose, selon lui, des agents omniscients qui agissent avec des théories vraies sur le monde et optimisent toujours à partir des fins et des moyens donnés. Il font un choix qui est toujours le bon. NORTH propose d'utiliser la théorie de la rationalité limitée ou procédurale (RP) de H. SIMON. Selon cette théorie la connaissance

et l'information ne sont pas données à l'agent, elles sont coûteuses à acquérir par l'observation, et les calculs d'optimisation sont complexes et coûteux. Cela veut dire que la connaissance dont dispose l'agent ainsi que sa capacité cognitive et de calcul sont limitées, et dès lors que l'on doit tenir compte de sa procédure de décision. L'idéologie est un élément de ce processus. Avec la RI l'agent arrive à la décision optimale, avec la RP il n'arrive qu'à une solution satisfaisante. NORTH (1993) conclut qu'avec la RI, les institutions et l'idéologie ne sont pas nécessaires, les décisions sont toujours optimales et les marchés toujours efficaces. Seulement avec la RP on parvient à expliquer pourquoi les agents créent des institutions c'est à dire des schémas d'information et de connaissances réguliers qui permettent d'offrir, pour un temps, une structure satisfaisante (mais imparfaite) aux échanges.

Cette solution obligée du modèle de NORTH montre qu'il renie explicitement ses intentions néoclassiques initiales (voir introduction) et entraîne toutes les critiques bien connues faites à l'hypothèse de RP : 1) L'idée que l'agent acquiert des connaissances par une procédure d'observation du monde est une théorie fautive de l'acquisition de la connaissance comme POPPER l'a montré. 2) L'hypothèse de RI ne présuppose pas que l'agent dispose d'une connaissance vraie. On n'a pas besoin de connaître la vérité pour être rationnel. Dès lors les choix rationnels, ne sont pas forcément «bons». 3) Contrairement à ce que dit SIMON l'hypothèse de RI n'est pas empiriquement fautive puisqu'elle est irréfutable. L'hypothèse de rationalité ne dit pas que les hommes réels procèdent à des calculs complexes et coûteux d'optimisation (ce qui serait réfutable et certainement réfuté), mais que l'on *doit* expliquer leurs *actions* en supposant qu'ils agissent de façon *adaptée* à la situation dans laquelle ils sont supposés être, étant données la connaissance et l'information *qu'on leur attribue*. La rationalité n'est pas un processus psychologique concret, mais une règle de procédure, logiquement nécessaire, lorsque l'on retient l'individualisme méthodologique.

L'ambiguïté fondamentale de la théorie de NORTH est qu'il veut endogénéiser les institutions dans une théorie dynamique où celles-ci doivent évoluer pour être le moteur de la croissance. Or pour évoluer de façon endogène, celles-ci doivent être imparfaites, tout en résultant du choix des agents supposés omniscients. Le problème est qu'on ne peut soutenir l'argument que les agents adoptent rationnellement, en pleine connaissance de causes, une idéologie ou des institutions imparfaites. On ne peut pas décider rationnellement d'agir irrationnellement. NORTH est conduit à relâcher l'hypothèse de rationalité, que l'on ne peut pas logiquement relâcher, alors que la solution est à notre avis de relâcher l'hypothèse d'omniscience qui n'est pas logiquement nécessaire dans le cadre de l'individualisme méthodologique.

CONCLUSION : LA THEORIE ECONOMIQUE PEUT-ELLE ENDOGENEISER LES INSTITUTIONS ?

Si nous critiquons la tentative de NORTH, cela ne signifie pas qu'un programme institutionnaliste soit impossible pour la théorie économique. Un ouvrage récent⁸ montre les diverses possibilités. En particulier se développent aujourd'hui les modèles Principal-Agent, et les modèles de théorie des jeux. Mais ces deux types de modèles sont «statiques» et microéconomiques et ne s'appliquent pas au processus de changement économique qui préoccupe NORTH. Dans ce domaine, BOLAND (1992) explique les difficultés de la théorie néoclassique à intégrer les institutions par deux interprétations trop restrictives des fondements du noyau dur de la théorie : la rationalité et l'individualisme méthodologique.

1) La rationalité n'implique pas l'omniscience des agents. On l'a vu avec la tentative de NORTH, la théorie néoclassique ne peut rien dire sur l'évolution des institutions dans le cadre d'une rationalité omnisciente. Comme l'a souligné depuis longtemps HAYECK, l'existence de connaissances fausses est un ingrédient essentiel de toute théorie dynamique des prises de décisions. Si toutes les connaissances étaient vraies, il n'y aurait pas de raisons pour le changement. Il est indispensable d'intégrer une théorie de la connaissance des agents, qui admette que nos connaissances ne sont pas vraies. POPPER a fondé, également depuis longtemps, cette théorie sur la base du fait que l'on ne peut pas fournir de preuve de la vérité de nos connaissances. Nos connaissances ne sont que des conjectures (qui peuvent être influencées par l'idéologie ou par tout autre chose), des tentatives avancées à titre d'essai. Mais de plus, POPPER insiste sur le fait que l'évolution de la connaissance résulte d'un processus social de sélection intersubjectif (par la communauté scientifique) et non des subjectivités individuelles des scientifiques⁹. Les institutions qui synthétisent cette connaissance sont alors elles mêmes des tentatives théoriques hardies pour résoudre des problèmes d'organisation et leur évolution résulte de ce même processus de sélection social intersubjectif (par la communauté). En ce sens leur évolution résulte bien de choix rationnels (comme l'évolution scientifique), mais *pas des intentions des individus*. Ces tentatives peuvent être fausses, à la fois sur la réalité des problèmes (certains sont impossibles à résoudre) et sur les solutions adoptées. Mais on n'apprend rationnellement que par nos erreurs et les améliorations institutionnelles ne peuvent venir que de ce que nous apprennent les échecs institutionnels passés. Dès lors qu'on a éliminé les tentatives fausses, nos théories ne sont certes pas vraies (nos institutions ne sont certes pas optimales) mais ce sont les meilleures qui soient

⁸ MAÏKI, GUSTAFSSON, KNUDSEN (1993)

⁹ C'est pour cela que la connaissance est objective.

proposées, il est donc rationnel de les utiliser et rationnel également de les critiquer. Une telle théorie de la connaissance, *attribuée aux agents*, permet en ce sens «d'endogénéiser» les institutions.

2) La théorie néoclassique utilise une forme inutilement réduite de l'individualisme méthodologique : l'individualisme psychologique (IP) critiqué par POPPER et AGASSI. Elle utilise l'IP lorsque elle ne veut admettre comme variable exogène que les états psychologiques des individus (la fonction d'utilité) à côté de l'environnement naturel (la fonction de production et les dotations). Or même si elle admet que les fonctions d'utilité peuvent avoir n'importe quels arguments et n'attribue donc pas des psychologies particulières aux individus comme le fait par exemple la sociologie, ce psychologisme a un défaut majeur mis en avant par POPPER : il présume que la connaissance est acquise par un processus psychologique, qu'elle est subjective et privée, et que seuls les individus déterminent l'environnement social. C'est dans ce piège que tombe NORTH : pour lui, dans le long terme où il se situe, il est évident que toutes les variables autres que les ressources naturelles et la technologie peuvent être réduites à des variables psychologiques, et en particulier les institutions, résultats désirés et volontaires. Or selon POPPER, la connaissance et les institutions sont une réalité objective, résultat d'un processus *social* de sélection. Il faut donc abandonner l'IP en faveur de l'individualisme institutionnel. Dans ce cadre, les institutions sont le produit *involontaire* des actions humaines volontaires, le produit de l'action des individus mais pas de leurs desseins. Elles sont des contraintes exogènes des décisions individuelles, tout en restant analysables comme résultat *non intentionnel* des décisions des individus. En ce sens l'individualisme institutionnel permet «d'endogénéiser» les institutions.

Philippe DARREAU,

Université de Limoges

Juillet 1995

Bibliographie :

AGASSI, J. (1958-1975) Institutional individualism. *British Journal of Sociology* 1975.

BOLAND, L (1992) *The principles of economics*. Routledge.

MAÏKI, GUSTAFSSON, KNUDSEN (1993) *Rationality, institutions & economic methodology*. Routledge.

NORTH, D.C. (1971) Institutional change and economic growth. *Journal of Economic History*.

NORTH, D.C. et THOMAS, R.P.(1973) *L'essor du monde occidental*. Flammarion 1980.

NORTH, D.C. (1981) *Structure and change in economic history*. Norton &co.

NORTH, D.C. (1991) *Institutions*. *Journal of Economic Perspectives*.

NORTH, D.C. (1993) The Ultimate sources of economic growth. In SZIRMAI Ed. North-Holland.

NORTH, D.C. (1993) Institutions and economic performance. in MAÏKI, ...